

**COMISSÃO DA CEDEAO**

**ECOWAS COMMISSION**



**COMMISSION DE LA CEDEAO**

**Allocution du Président de la Commission de la CEDEAO, Dr Mohamed IBN CHAMBAS, lors de l'ouverture du Forum « Investir dans l'agriculture en Afrique subsaharienne » du 8 décembre 2008 à Paris**

**Excellence Monsieur le Ministre de l'agriculture de la République française;**

**Excellence, Monsieur le Secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie de la République française ;**

**Excellence Monsieur le Commissaire européen au Développement ;**

**Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres ;**

**Excellences, Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations régionales et internationales et des agences de coopération ;**

**Mesdames, Messieurs les représentants des Organisations socioprofessionnelles, de la société civile et du secteur privé ;**

**Honorables invités ;**

**Mesdames, Messieurs**

Permettez-moi en tout premier lieu d'adresser mes plus vifs remerciements et ma profonde gratitude à la Présidence française de l'Union européenne d'avoir pris l'initiative d'organiser ce forum sur l'investissement dans l'agriculture en Afrique subsaharienne.

Cette manifestation intervient dans un contexte où toutes les attentions sont focalisées sur la crise financière, une crise qui a relégué la crise alimentaire et l'ensemble des enjeux de développement au second rang des préoccupations internationales.

Elle intervient aussi à la veille de la Réunion de Paris qui, à l'initiative conjointe de la Présidence française et de la Commission de la CEDEAO permettra de discuter concrètement des enjeux agricoles et alimentaires en Afrique de l'Ouest et de construire un dialogue et un partenariat mondial autour de la mise en œuvre de l'ECOWAP, la politique agricole de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Ces deux événements témoignent avec force de la volonté de la France, et avec elle de l'ensemble de l'Europe, de contribuer à apporter des réponses globales aux déséquilibres mondiaux. Ils témoignent de notre volonté commune de ne pas se résigner face à l'ampleur des défis que nous devons relever. Les immenses chantiers auxquels nous sommes confrontés ne pourront être relevés sans une coopération multilatérale sans faille, sans un effort extraordinaire pour lier et traiter un ensemble de questions interdépendantes.

**Excellences, Mesdames, Messieurs,**

Vous connaissez mon engagement aux côtés des Chefs d'Etats et des Gouvernements dans la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest, la promotion de la paix et de la sécurité dans cette région.

Alors que de nombreux conflits qui rongeaient notre espace régional appartiennent désormais au passé, nous mesurons chaque jour la fragilité de la situation. Surtout, nous savons que la paix ne peut s'instaurer durablement dans un tel contexte de pauvreté, de dégradation de nos ressources naturelles et de notre environnement, de marginalisation économique et commerciale vis-à-vis des principaux

pôles de développement mondiaux. Près des deux tiers de nos populations vivent ou plutôt survivent de l'activité agricole. L'ensemble de nos populations comptent sur la production locale pour assurer leur sécurité alimentaire. Nos budgets publics comptent sur les exportations agricoles pour financer des importations indispensables à la modernisation de nos économies. La liste est longue des multiples enjeux qui constituent les soubassements de notre mobilisation.

Nous sommes les uns et les autres très attachés à promouvoir la démocratie, le respect des droits humains fondamentaux et la bonne gouvernance. Nous savons tous que nous ne pourrons maîtriser les flux migratoires si de réelles perspectives de sortir du dénuement et de l'indignité ne sont offertes à nos populations.

Pour nos gouvernements, comme pour nos parlements ou pour les acteurs de la société civile, toutes ces questions sont intimement liées. Elles ne peuvent trouver des réponses isolées, fragmentaires ou de court terme.

Permettez-moi à ce stade de vous témoigner l'espoir que fait naître chez nous l'arrivée d'une nouvelle administration américaine après la magnifique élection de Barack Obama. Nous n'attendons pas tout de la Communauté internationale, nous avons appris que nous devons d'abord compter sur nous-mêmes. Mais nous savons aussi que dans cette économie mondialisée, une coopération internationale fondée sur le dialogue, le respect, la cohérence sont des préalables pour relever les défis qui se présentent à nous. Nous avons l'habitude de dire que « lorsque les éléphants se battent, ce sont les herbes qui souffrent ! ». Dans de nombreux domaines, qu'il s'agisse du commerce, de la finance, de la sécurité mondiale, de l'environnement mondial, cette maxime résume les trente dernières années. Nous fondons l'espoir que nous inaugurons désormais une nouvelle période fondée sur la responsabilité, le respect, l'équité et la solidarité. Nous fondons aussi l'espoir que nos enfants ne nous reprocheront pas d'avoir fait preuve de naïveté.

### **Excellences, Mesdames, Messieurs,**

Le monde entier a les yeux rivés sur 2015, échéance que nous nous sommes fixés ensemble pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. Mais je crains aussi que le monde entier se résigne désormais à accepter que ces engagements ne seront pas tenus. Autant nos populations pourront bien comprendre que nous soyons en dessous des résultats ambitieux que nous avons définis, autant ils ne nous pardonneront pas, au Nord comme au Sud, de ne pas avoir mis en œuvre tout ce qui était en notre pouvoir pour inverser le cours des choses et se rapprocher de ces objectifs qui fondent la dignité humaine. Les rapports s'accumulent pour nous alerter sur notre responsabilité commune dans ce domaine. Qu'il s'agisse de la lutte contre la faim ou la malnutrition, de l'éducation ou de la santé, la plupart des indicateurs sont dans le rouge ! Nous devons impérativement inverser la tendance.

Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, l'agriculture reste le pilier central du développement. Les pays qui disposent de ressources minières connaissent les risques d'un modèle de développement fondé sur la seule exploitation de ces ressources, généralement non renouvelables. Ils ont appris aussi qu'une croissance qui ne repose que sur cette exploitation est porteuse de graves menaces pour la paix et la sécurité. Alors sur quel secteur si ce n'est l'agriculture, pouvons nous fonder une stratégie équilibrée de développement, porteuse de progrès économique et social pour une majorité de nos citoyens ?

Nos pays, à l'instar de toutes les économies dans le monde, ne resteront pas éternellement des économies primaires. Mais nous devons revenir aux fondamentaux. Nous ne construirons pas des économies industrielles ou de services sur les ruines de l'agriculture. Au contraire, c'est le

développement de nos agricultures qui pourra servir de soubassement à la diversification de nos économies.

Chacun sait que la majorité des pauvres en Afrique vivent dans le monde rural et survivent des activités agricoles. C'est encore plus vrai dans ma région, l'Afrique de l'Ouest. Chacun sait aussi que c'est en Afrique que se situent les plus grands réservoirs de croissance de la production agricole en raison des terres disponibles et en raison des gains potentiels de productivité. La crise induite par la hausse des prix vient de nous rappeler brutalement que le monde n'est pas à l'abri d'une rupture d'approvisionnement. Les perspectives de la demande alimentaire et énergétique à l'horizon 2025 et 2050 montrent que la voie est étroite pour assurer une offre suffisante, sur la base de systèmes agricoles durables.

Dans ce contexte, le développement de l'agriculture africaine devient un enjeu mondial, avec des responsabilités partagées. L'agriculture africaine n'est plus seulement un enjeu de lutte contre la pauvreté en Afrique, mais constitue une forme de bien public mondial.

Le défi qui se pose à nous tous, communauté africaine et communauté internationale n'est pas insurmontable. L'expérience nous apprend que nos agricultures peuvent se transformer en profondeur lorsque nous parvenons à réunir un minimum de conditions. Nos producteurs ne sont pas ces êtres archaïques que l'on décrit parfois et qui habitent de nombreux imaginaires. Comme vos producteurs dans les pays occidentaux, ils ont besoin de choses simples et évidentes pour pouvoir se projeter et investir dans l'agriculture : une sécurité foncière, des débouchés suffisamment sécurisés et prévisibles, l'accès aux moyens de production, l'accès à des services, l'accès à des outils de financement. Y a-t-il sur cette planète des producteurs qui révolutionnent leur système de production sans disposer de cet arsenal de base ? Je n'en connais pas. Nos pays fourmillent de success stories qui sont autant d'exemples à méditer et à capitaliser pour penser la réforme de nos politiques et de nos stratégies d'aide au développement du secteur agricole.

### **Excellences, Mesdames, Messieurs,**

Les 25 dernières années ont, malheureusement, été marquées par un triple désinvestissement dans le secteur : désinvestissement de nos Etats qui sont souvent passés d'une vision administrative et dirigiste du secteur agricole à l'absence complète de vision, en s'en remettant aux forces du marché pour piloter la transformation de l'agriculture ; désinvestissement des entrepreneurs qui ont généralement préféré se positionner sur des branches plus porteuses, en privilégiant les activités commerciales d'importation, désinvestissement de la communauté internationale, dont la part de l'aide allouée à l'agriculture a dangereusement chuté. J'ajouterai un quatrième désinvestissement : celui des producteurs, découragés et isolés et qui ont souvent cherché l'issue en diversifiant leurs sources de revenus hors de l'activité agricole ou d'élevage.

Nous ne pourrions relever les défis qui se présentent à nous sans un réinvestissement massif de chacun de ces acteurs : les Etats et leurs organisations régionales d'intégration, les producteurs et leurs organisations, les partenaires au développement, les entrepreneurs et investisseurs privés. Que l'un de ces protagonistes manque à l'appel et nous courrons à l'échec. J'ajouterai aussi la recherche dont les dispositifs ont été considérablement affaiblis par l'ajustement structurel et qu'il faut reconstruire d'urgence.

Vous avez choisi de bâtir la réflexion sur l'investissement dans l'agriculture en partant de ces cas concrets et je m'en réjouis. Vous avez aussi choisi de réfléchir sur les instruments novateurs de financement du secteur agricole et sur l'environnement institutionnel indispensable à l'efficacité des

investissements agricoles et ruraux, publics, privés et mixtes. Cela me donne l'opportunité de terminer mon propos par deux messages.

Le premier a trait à notre capacité à sortir d'une logique de modes successives, pour combiner dans la cohérence des politiques publiques claires et incitatives, des stratégies d'acteurs et des outils de financement adaptés à la diversité des besoins. Les partenaires au développement sont souvent impatients de voir nos stratégies traduites en actions opérationnelles. Cette recherche de cohérence d'ensemble, point de départ d'une révolution agricole est très coûteuse en matière de concertation et de conception. Elle n'en est pas moins incontournable.

Le deuxième message porte sur les retombées pratiques de nos débats. L'Afrique est fatiguée des colloques et des engagements internationaux sans suite. Je vous invite tous à dégager des pistes d'action et un agenda de travail concret qui nous permettra d'évaluer régulièrement les progrès à l'issue de ce forum.

Enfin, et je terminerai avec ce propos, nos Gouvernements se sont engagés à Maputo à consacrer au moins 10 % du budget des Etats à l'agriculture. Je vous invite à construire un partenariat mondial fondé sur des engagements réciproques et à définir ensemble les moyens de veiller à leur traduction dans la réalité.

Je vous remercie de votre aimable attention.